

**Journée d'action du 24 septembre 2019 : prise de parole CGT syndicat Territoriaux
Département 84.**

Aujourd'hui, ce 24 septembre 2019, les personnels territoriaux du Département du Vaucluse sont en grève et en manifestation, à l'appel de leur syndicat CGT.

Au niveau national, ils demandent l'abrogation de la loi de transformation de la Fonction publique, promulguée le 6 août dernier, qui organise, en s'appuyant sur plusieurs volets, la destruction de la Fonction publique. Elle est une véritable attaque du statut des fonctionnaires, qui est pourtant le garant d'égalité d'accès des citoyens aux services publics et d'égalité de traitement. Elle prévoit notamment l'entrée massive de contractuels, y compris sur des postes pérennes. Elle prévoit également la possibilité de remettre en cause le protocole d'accord du temps de travail passé en décembre 2000, lorsque la prochaine assemblée délibérante sera constituée.

Ils demandent l'arrêt du projet de réforme des retraites porté par Delevoye, notamment parce qu'il confirme un système par points, dont la valeur sera variable en fonction de la conjoncture économique ou démographique du pays.

Au niveau local, les agents sont victimes des politiques du Président Chabert et de son administration générale, qu'ils mènent à grands coups d'austérité, de pressions, de mépris, d'arrogance et de suffisance.

Ils demandent :

- Des moyens humains et financiers à la hauteur des besoins de la population vauclusienne, et notamment des citoyens les plus vulnérables, à savoir les enfants en danger, les personnes âgées et dépendantes et les personnes et enfants handicapés.
- Le remplacement des agents absents ou partant à la retraite.
- La création de postes de titulaires partout où il y a des besoins.
- Des ratios à 100% pour les 3 catégories dans le cadre des avancements de grade.
- Le maintien de l'intervention des agents de sécurité dans les 4 EDeS concernés.
- Etc...

Ils mesurent qu'il n'y a plus de place à la négociation et que seuls la lutte et la cessation du travail par la grève paient. On l'a vu lors de l'hiver 2018, lorsque les agents des EDeS se sont mobilisés ; ce qui a permis que le Président revienne sur sa décision de l'arrêt de l'intervention des agents de sécurité en EDeS au 1er février 2018, comme il l'avait prévu.

On a pu encore le mesurer au début de l'été 2019 à travers la mobilisation exemplaire des personnels de la MDPH 84. Bien qu'il ne réponde pas au besoin de mesures structurelles, il a dû toutefois entendre la colère et « revoir sa copie » : embauche de 7 contractuels supplémentaires prévue (dont 2 pour des remplacements d'agents absents), suspension de la phase 3 de la réorganisation qui devait concerner les directions PA-PH et MDPH, réponse à des questions d'hygiène et sécurité en matière de locaux...

Pour construire un autre monde, dans lequel notre société ne serait pas au service du capital, des profits et de la finance, pour exiger une autre répartition des richesses, pour imposer le progrès social, il est plus que nécessaire de faire grandir la mobilisation en échangeant avec nos collègues et d'envisager un mouvement de grève sur plusieurs jours.

Ne subissons pas ! Ne lâchons rien ! Revenons à nouveau, et encore plus nombreux ! Nous avons, toutes et tous, droit en Vaucluse, en France, en Europe et dans le monde de vivre dignement de notre travail !

PASCAL Annabelle.
Secrétaire générale.